M. Sharp: Dans des questions de ce genre, monsieur l'Orateur, il est important que les personnes chargées des enquêtes soient très au courant des problèmes. Le gouvernement n'a l'intention ni d'augmenter le nombre des membres de la Commission ni d'en exclure certains.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

INDONÉSIE—LA QUESTION DE LA RÉPARTITION DES CRÉDITS AUX AYANTS DROIT

M. Dean Whiteway (Selkirk): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre est-il en mesure de donner à la Chambre des détails sur le prêt que le gouvernement du Canada a récemment consenti à l'Indonésie ou d'en révéler les conditions? Plus particulièrement, nous sommes-nous assurés que les fonds ou leur fruit profiteraient à ceux qui en ont besoin et ne seront pas accaparés par la puissante élite de ce pays?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, un communiqué de presse révélant les détails du prêt consenti à l'Indonésie a suivi la conclusion d'une entente cadre entre le Canada et l'Indonésie quand le président de ce pays est venu ici il y a un an. Le mieux serait que j'envoie le document au député, au lieu d'essayer de le citer de mémoire.

LES ANCIENS COMBATTANTS

LES PENSIONS DES EX-PRISONNIERS DE GUERRE—DEMANDE D'EXPOSÉ MINISTÉRIEL

M. Gordon Towers (Red Deer): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au leader du gouvernement à la Chambre. Comme le ministre des Affaires des anciens combattants a déclaré à la Chambre les 28 janvier et 3 février qu'il ferait une annonce au sujet du rapport unanime du comité permanent des affaires des anciens combattants sur les anciens prisonniers de guerre dans les deux semaines suivant le 28 janvier, période qui tire à sa fin, le leader du gouvernement donnera-t-il à quiconque peut le faire la possibilité de réduire des programmes moins importants pour réaffecter les sommes ainsi économisées à la mise en œuvre de ce rapport, pour permettre au ministre des Affaires des anciens combattants de respecter ses engagements?

L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, je dois dire que le cabinet étudie toujours cette question. Je sais que le ministre des Affaires des anciens combattants avait l'intention de faire une déclaration demain. Je ne sais pas si, en fait, ce sera possible comme le Cabinet se penche encore sur la question.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): C'est honteux!

Questions orales

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

COLOMBIE-BRITANNIQUE—LA SIGNATURE DE L'ACCORD FÉDÉRAL-PROVINCIAL

M. G. H. Whittaker (Okanagan Boundary): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Comme il en est très rapidement arrivé à une entente avec le nouveau gouvernement de la Colombie-Britannique concernant l'aménagement des routes dans le Nord de cette province, ce qui ne s'était pas fait sous l'ancien gouvernement, et comme le gouvernement fédéral n'a pas conclu d'entente avec le gouvernement de la Colombie-Britannique au sujet des subventions au développement régional, la seule province au Canada à ne pas en avoir signé, quand cela se fera-t-il et quelles en seront les modalités?

[Français]

L'hon. Marcel Lessard (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur le président, en effet j'ai eu la satisfaction d'être à Victoria lundi dernier et de rencontrer le ministre responsable du Développement et celui de l'Agriculture également, l'honorable Phillips, avec qui j'ai signé une entente relativement à l'établissement d'un système routier. Nous avons également profité de cette première rencontre pour explorer les possibilités de développement à l'intérieur de cette magnifique et grande province. J'espère qu'au cours des prochaines semaines nos fonctionnaires, autant provinciaux que fédéraux, auront l'occasion de se consulter et pourront faire des recommandations. Il a été convenu entre le ministre et moi-même qu'au cours du mois de mai ou de juin nous aurions une nouvelle rencontre, et à ce moment-là certaines décisions seront probablement prises. Il faudra naturellement attendre ce moment pour les annoncer.

[Traduction]

LES TRANSPORTS

LES PASSAGES À NIVEAU DE SCARBOROUGH—LA DEMANDE DE RÉVISION DES MESURES SÉCURITAIRES

M. Alan Martin (Scarborough-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Comme deux mois se sont maintenant écoulés depuis la collision tragique d'un train et d'un autobus à Scarborough, le ministre dira-t-il quelles mesures ont été prises pour revoir si les normes existantes de sécurité sont suffisantes à 35 passages à niveau dans la ville de Scarborough où les voies étagées n'ont pas encore été aménagées, y compris sur les lieux de l'accident?

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, les mêmes normes de sécurité et de révision sont appliquées d'un bout à l'autre du Canada selon la nature de la circulation. Il incombe en majeure partie aux municipalités de prendre l'initiative en ce qui concerne les voies étagées, mais nous pouvons apporter une aide appréciable dans ce domaine. Nous avons, comme le député le sait, réussi à améliorer les voies étagées, notamment dans cette région. Nous songeons maintenant à une autre région qui revêt de l'importance pour le député. J'espère pouvoir lui communiquer de bonnes nouvelles sous peu.